











CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CONSULTATION 25S0055 - CERTIFICATION DES
COMPTES DU CENTRE HOSPITALIER CHALON
SUR SAONE - WILLIAM MOREY**

CH Chalon sur Saône - William Morey
4 RUE CAPITAINE DRILLIEN
71100 CHALON SUR SAONE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Certification des comptes du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	6 exercices comptables
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

I - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat	5
6 - Prix	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7 - Garanties financières.....	6
8 - Avance	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement.....	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
9.5 - Paiement des sous-traitants	8
10 - Conditions d'exécution des prestations	8
10.1 - Présentation des livrables.....	9
10.2 - Modifications techniques	9
11 - Développement durable.....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications.....	9
12.2 - Décision après vérification.....	10
13 - Garantie des prestations.....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	10
15 - Pénalités	10
15.1 - Pénalités de retard dans la remise de documents	10
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	10
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	10
16 - Assurances.....	10
17 - Résiliation du contrat.....	11
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
18 - Règlement des litiges et langues	11
19 - Dérogations.....	11

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la certification des comptes du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu d'exécution :

Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
71100 CHALON SUR SAONE

I.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

I.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais d'exécution (date de début et de fin)
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du titulaire

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les modalités relatives à la protection RGPD du pouvoir adjudicateur sont indiquées dans l'annexe I au présent CCAP.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

Conformément l'article L 823-3 du Code de commerce, le marché s'exécute sur une durée de 6 exercices comptables, à partir de l'exercice comptable 2026.

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1^{er} janvier 2026 à la date de clôture de l'exercice comptable 2031 (courant 2032).

La durée susmentionnée est valable sous réserve de la suppression ou de l'intégration du pouvoir adjudicateur ou de la fusion dans une autre entité juridique. Dans ces hypothèses, les réglementations en vigueur ou conventions entre établissements fixent les modalités et conditions de reprise des droits et obligations du pouvoir adjudicateur.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le titulaire reconnaît que les prix sont réputés comprendre :

- Les frais afférents aux prestations intellectuelles
- Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (gestion administrative, assurances, frais postaux, frais de déplacement, frais d'hébergement et de restauration, ...)
- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les équipements et les prestations
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires
- toutes les garanties, prescriptions et obligations mentionnées dans le CCAP et dans le CCTP.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que le pouvoir adjudicateur au titre des prestations prévues au marché.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

L'ajustement des prix est effectué annuellement au 1^{er} janvier de chaque année, par application de la formule suivante :

$$Pa = Po * [0,15 + 0,85 (S / So)]$$

Pa = Prix ajusté

Po = Prix du marché établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

S = Dernier indice SYNTEC connu au moment de la demande d'ajustement des prix

So = Indice SYNTEC du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence est l'indice SYNTEC publié sur le site <https://www.syntec.fr> (index SYN REV « Indice SYNTEC »).

En cas d'interruption temporaire de la parution de l'indice, le dernier indice connu reste applicables le temps que le nouvel indice paraisse.

En cas de suppression définitive de l'indice, le dernier indice connu reste applicable pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord un nouvel indice de référence. Dans le cas où le titulaire et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix d'un nouvel indice, le marché est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le titulaire doit adresser sa demande d'ajustement des prix par courrier avec accusé de réception ou recommandé électronique type « Letreco » selon les modalités suivantes :

Envoi papier

CH Chalon sur Saône - William Morey

A l'attention de Mme TRIVIER

Cellule marchés

4, rue Capitaine Drillien - CS 80120

71321 CHALON SUR SAONE Cedex

Envoi en recommandé électronique (type Letreco) : cellule.marches@ch-chalon71.fr

Le titulaire du marché s'engage à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur le nouveau montant forfaitaire de l'offre pour l'exercice à venir et le cas échéant le bordereau des prix unitaires révisé. Le courrier devra également indiquer les valeurs des indices pris en compte pour le calcul des nouveaux tarifs.

7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R 2191-6 à R 2191-10 du Code de la commande publique.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versé au titulaire ne peut, conformément à l'article R 2191-9 du Code de la commande publique, être affecté par une clause d'évolution des prix.

L'avance forfaitaire est remboursée dans les conditions prévues aux articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le titulaire sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il doit rembourser la partie de l'avance versée correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26710076600109
- Code service : SASERV

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution

CH Chalon sur Saône - William Morey
4 rue Capitaine Drillien
71100 CHALON SUR SAONE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé dans les 5 jours ouvrés de cet empêchement. Le titulaire doit alors prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner dans un délai de 30 jours un intervenant de formation et d'expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant remplacé.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de 8 jours à compter de la réception du courrier l'informant de la désignation du nouvel intervenant. Si le pouvoir adjudicateur

récuse le remplaçant, le titulaire doit dans les plus brefs délais trouver un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur.

Les délais nécessaires au remplacement des intervenants ne justifient pas l'octroi d'une prolongation du délai d'exécution des prestations.

I0.1 - Présentation des livrables

Le rapport annuel du commissaire aux comptes est à remettre au plus tard dans des délais qui permettent une approbation du compte financier, conforme aux dispositions du décret 2013-1238 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé (approbation au plus tard le 30 juin de l'année qui suit) et au moins 15 jours avant la date du conseil de surveillance devant adopter les comptes.

Les livrables « papier » doivent être envoyés à l'adresse suivante :

- Ordonnateur
Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
Direction des finances et de l'analyse de gestion
4 rue du Capitaine Drillien
CS 80120
71321 CHALON SUR SAONE

- Comptable public
Trésorerie de Chalon sur Saône - Hôpitaux
Monsieur Vincent LENOBLE
11 avenue Pierre Nague
71100 CHALON SUR SAONE

Les livrables « informatique » doivent être envoyés aux adresses suivantes :

Ordonnateur

- Référent certification des comptes : finances@ch-chalon71.fr

Comptable public

- Comptable public du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey : t071077@dgfp.finances.gouv.fr

Le rapport annuel du commissaire aux comptes est validé après approbation des comptes par le conseil de surveillance.

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

Le rapport annuel du commissaire aux comptes doit être remis en :

- 2 exemplaires « papier » et 1 exemplaire « informatique » (pdf OCR) pour l'ordonnateur
- 1 exemplaire « papier » et 1 exemplaire « informatique » (pdf OCR) pour le comptable public

I0.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

I1 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

I2 - Constatation de l'exécution des prestations

I2.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard dans la remise de documents

Le titulaire encourt, en cas de retard dans la remise de documents (compte rendu de réunion, planning d'intervention, note méthodologique...) une pénalité journalière de 150 euros.

Le délai de fourniture des documents sera fixé contradictoirement sur le planning d'exécution de chaque phase, sur les comptes rendus de réunion ou sur les courriers spécifiques.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour absence aux réunions	Journalière	150,00 €	Le titulaire encourt en cas d'absence de son ou de ses représentant(s) aux réunions auxquelles ils seront convoqués, une pénalité forfaitaire de 150 euros.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

I7 - Résiliation du contrat

I7.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

I7.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

I8 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

I9 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles